

France: les fonctionnaires transformés en boucs émissaires?

PASCAL BAERISWYL

«Les fonctionnaires, disait Georges Clemenceau, sont un peu comme les livres d'une bibliothèque, ce sont les plus hauts placés qui servent le moins...» Cent ans après l'ancien chef du Gouvernement français, les «agents du service public» continuent d'être considérés comme une cause essentielle du déficit abyssal des finances du pays. Devant l'urgence absolue de nouvelles économies (annoncées par Hollande jeudi dernier), leur statut est remis en cause. Une spécialiste de la question¹, en particulier, n'a de cesse de tirer à boulets rouges sur le statut des fonctionnaires.

Directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques, Agnès Verdier-Molinié le répète depuis plusieurs années: «le lobby le plus puissant de France pousse notre pays vers un point de non-retour». Pour preuve, «la France est le seul pays occidental à avoir, en juillet 2010, au cœur de la crise, augmenté les salaires des fonctionnaires». Dans son dernier essai, qui vient de paraître, la diplômée en histoire économique remet la compresse en faisant du service public le lieu des immenses économies à réaliser. Il y a quelques jours à peine, le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, indiquait que les économies budgétaires annuelles à réaliser vont s'élever entre 15 et 20 milliards d'euros pour 2013-14. Charge aux ministères de sortir leurs grands ciseaux. Un chiffre important mais considéré comme dérisoire par la spécialiste qui parle elle de 60 milliards d'économies à réaliser «tous les ans». «L'effort est réel mais pas disproportionné», souligne Verdier-Molinié, puisque cela impliquerait de faire descendre de 5,4% l'ensemble des dépenses publiques. Reste la question douloureuse: quels secteurs devront porter l'essentiel de l'effort?



Manif en France contre la réorganisation de La Poste... KEYSTONE

Car, en France, le service public recouvre des réalités très différentes: peu de rapports, en effet, entre un petit employé d'entretien et un haut fonctionnaire international. Au final, pourtant, le service public est devenu «obèse, dépensier et aveugle»: entre 1980 et 2007, l'emploi public est passé de 17,8% à 20,6% de l'emploi total en France. Fruit de l'histoire, en particulier de la création du statut de fonctionnaire après la guerre, le service public à la française peine plus que tout autre à se réformer. Les résistances sont extrêmement fortes, en particulier au plus haut niveau: «de nos jours, la personne la plus puissante de France n'est ni le chef de l'Etat, ni son premier ministre, mais le directeur de cabinet du PM, comme on l'appelle dans l'administration». Mais il y a plus grave: malgré la doctrine officielle, initiée sous Sarkozy, de baisse des effectifs d'agents publics (non-remplacement de départs à la retraite dans 1 cas sur 2), la masse salariale continue de progresser de 1% par an environ. La faute aux «mesures catégorielles», à savoir aux primes accordées, qui auraient absorbé 70% des économies. Ainsi, en-

tre 2007 et 2012, les 150 000 postes d'agents supprimés n'ont occasionné une baisse que de 170 millions d'euros, au lieu du milliard prévu.

De plus, si certaines baisses de fonctionnaires ont été réalisées, au niveau de l'Etat, les régions ou les collectivités locales continuent d'embaucher. Autrement dit, contrairement au discours dominant tant à droite qu'à gauche, le nombre global des personnels du secteur public continue de progresser régulièrement: «en réalité, cela arrange tout le monde de maintenir cette fiction», résume l'essayiste.

Devant le constat de réformes impossibles, l'essayiste libérale préconise donc une médecine de cheval: l'alignement de la France sur la moyenne européenne du nombre de fonctionnaires pour 1000 habitants. Cela impliquerait la suppression de 700 000 postes, faisant retourner le nombre d'agents publics à son niveau de l'an 2000. Selon la spécialiste des réformes des institutions, «pour atteindre cet objectif, il suffirait de ne pas compenser les départs à la retraite pendant huit ans». Plus généralement, il faudra rapprocher la gestion du secteur public de celle du privé, poursuivre la déréglementation, mais aussi tirer le frein des dépenses locales.

A ce titre, Agnès Verdier-Molinié donne un exemple édifiant d'aberration dans la dépense publique. Marseille, capitale européenne de la culture en 2013, a réussi l'exploit de construire deux grandes institutions consacrées au monde de la Méditerranée! L'une soutenue par le maire UMP de Marseille, l'autre par le président socialiste du Conseil régional. Des projets pharaoniques, mais dont on ignore l'impact des budgets de fonctionnement: «on était dans l'absurde, on bascule dans le scandale», se désole l'essayiste, avant de conclure: «sans réduction des dépenses, le non-

consentement à l'impôt, l'exil fiscal et les fraudes vont aller en s'aggravant. Jusqu'ici, aucun gouvernement n'a réussi à les juguler [...] Une chose est certaine: l'urgence va, d'une façon ou d'une autre, nous obliger à bouger.»¹

¹Agnès Verdier-Molinié: «60 milliards d'économies», Albin Michel, 2013; «Les fonctionnaires contre l'Etat», Albin Michel, 2011.